



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 7 – 5 au 18 avril 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement lance officiellement la *Digital Markets Unit*, qui ne sera toutefois dotée de ses pouvoirs de contrôle qu'en 2022

Economie numérique et régulation

- Des parlementaires s'inquiètent des implications de l'*Online Safety Bill* sur la signature d'un accord commercial avec les Etats-Unis
- Rapport : [2021: A Critical Year for RegTech, The Global City, City of London Corporation, Avril 2021](#)

Télécommunications et réseaux

- Selon le *Financial Times*, le rapport de la *Telecoms Diversification Task Force* devrait recommander l'instauration de quotas pour les équipements 5G
- L'autorité de la concurrence britannique autorise la fusion entre deux opérateurs télécoms

Nouvelles technologies

- Rapport : [The Citizens' Biometrics Council, Ada Lovelace Institute, Mars 2021](#)

Ecosystème tech

- La licorne britannique *Darktrace* prévoit de s'introduire à la Bourse de Londres

 **Fait marquant : Le gouvernement lance officiellement la *Digital Markets Unit*, qui ne sera toutefois dotée de ses pouvoirs de contrôle qu'en 2022**

La *Digital Markets Unit* (DMU), nouvelle unité au sein de l’Autorité de la concurrence britannique (*Competition and Markets Authority* - CMA) a été officiellement [lancée](#) le 7 avril. Annoncée par le gouvernement en novembre dernier, elle sera dédiée à la régulation des grandes plate-formes numériques « au statut stratégique de marché ». La première mission de la DMU sera d’examiner la manière dont les codes de conduite – destinés à encadrer les comportements *ex ante* des plate-formes – pourront rééquilibrer les relations des *Big Tech* avec les petites entreprises ainsi qu’avec les créateurs de contenu tels que les éditeurs. Toutefois, la nouvelle unité n’a pour l’instant été lancée que sous une forme non statuaire « fantôme », dont les lignes directrices ont été [publiées](#) : lors de sa première année de fonctionnement, elle aura pour objectif de travailler aux côtés des entreprises, du gouvernement et du monde universitaire afin de préparer la mise en place du nouveau régime réglementaire. La CMA a été dotée de 20 M£ supplémentaires pour l’année fiscale 2021/22 afin de mettre en place – entre autres – la DMU. Par ailleurs, le gouvernement prévoit de mener une consultation sur le nouveau régime pro-concurrentiel dans le courant de l’année 2021, et d’adopter une législation lui conférant des pleins pouvoirs « dès que le temps parlementaire le permettra ». Selon le [Financial Times](#), cette législation ne pourra être introduite avant un an ou plus en raison de la longueur du processus de consultation et du nombre élevé de lois à examiner par le Parlement. Ce retard pourrait être un élément d’explication de la proactivité actuelle de la CMA envers les *Big Tech* (le régulateur a lancé en 2021 des enquêtes anti-trusts contre [Google](#) et [Apple](#) et prévoit d’en lancer une contre [Facebook](#)).

🌐 Economie numérique et régulation

1 Des parlementaires s’inquiètent des implications de l’*Online Safety Bill* sur la signature d’un accord commercial avec les Etats-Unis

L’*Online Safety Bill*, qui devrait être présenté devant le Parlement dès la prochaine session – débutant en mai –, prévoit d’exiger des grandes plate-formes un « devoir de diligence » : elles seront contraintes de limiter et retirer la diffusion de certains contenus illégaux ou préjudiciables, et pourraient se voir imposer de lourdes amendes en cas de manquement. Or, des parlementaires, aussi bien travaillistes que conservateurs, craignent que ce projet de loi soit contraire à la législation américaine « section 230 », qui permet de protéger les plate-formes technologiques de toute responsabilité concernant le contenu hébergé. La section 230 a été utilisée dans des accords commerciaux signés par les Etats-Unis, notamment le pacte commercial nord-américain (avec le Canada et le Mexique). Une lettre a été adressée par des parlementaires – y compris les anciens ministres de la culture conservateurs Jeremy Wright et Karen Bradley – à Liz Truss, secrétaire d’Etat au commerce, appelant le gouvernement à

garantir l'exclusion de la section 230 de tout projet de loi sur le commerce entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

2 [Rapport : 2021: A Critical Year for RegTech, The Global City, City of London Corporation, Avril 2021](#)

Ce rapport, piloté par la société gérant le quartier financier de Londres, appelle le régulateur britannique à promouvoir plus activement l'utilisation des *RegTech*, afin de rendre la *City* plus compétitive au niveau international. Le terme *RegTech* désigne les technologies permettant de rationaliser et réduire les coûts de mise en conformité des entreprises financières, par exemple par le repérage rapide de la fraude. *City of London Corporation* recommande de supprimer les obstacles à leur utilisation, tels que la lenteur du processus décisionnel au sein des entreprises ou le manque de sensibilisation à ces nouvelles technologies. Selon le rapport, le coût annuel de mise en conformité des cinq premières banques britanniques pourrait être réduit d'au moins 0,05 %, soit un total de 523 M€ grâce à un recours accru aux *RegTech*.

📡 Télécoms et réseaux

1 [Selon le *Financial Times*, le rapport de la *Telecoms Diversification Task Force* devrait recommander l'instauration de quotas pour les équipements 5G](#)

La *Telecoms Diversification Task Force*, groupe de travail [mis en place](#) en septembre 2020 pour conseiller le gouvernement sur sa stratégie de diversification de la 5G, devrait publier son premier rapport d'ici la fin du mois d'avril. Selon le [Financial Times](#), il devrait recommander que 25 % des équipements des réseaux 5G provienne de « petits fournisseurs » (c'est-à-dire ni *Ericsson*, ni *Nokia*) ou se conforment aux caractéristiques de réseau ouvert (vraisemblablement, aux normes de l'[Alliance Open-RAN](#)), « d'ici le milieu des années 2020 ». Depuis l'exclusion par le gouvernement britannique de l'équipementier *Huawei* des réseaux 5G, les opérateurs au Royaume-Uni sont devenus particulièrement dépendants de deux entreprises (*Ericsson* et *Nokia*), d'où la recommandation du groupe de travail de soutenir des équipementiers concurrents (tels que *Samsung* ou *NEC*) ainsi qu'émergents (tels que *Mavenir* ou *Airspan*). Le rapport recommanderait par ailleurs d'étudier la possibilité d'accorder un allègement fiscal aux opérateurs télécoms déployant des équipements provenant de petits fournisseurs.

2 [L'autorité de la concurrence britannique autorise la fusion entre deux opérateurs télécoms](#)

La *Competition and Markets Authority* (CMA) a [annoncé](#) le 14 avril l'autorisation de la fusion entre les opérateurs télécoms *Virgin Media* (spécialisé dans l'internet fixe et propriété de l'américain *Liberty Global*) et *O2* (opérateur de téléphonie mobile, filiale de l'espagnol *Telefonica*). Les conclusions provisoires de l'enquête lancée en décembre indiquent que l'opération ne sera pas nuisible aux clients des deux groupes, aussi bien pour les services aux particuliers que de gros : la CMA a considéré que la fusion ne mènerait pas à une baisse substantielle de concurrence dans le secteur, compte tenu de la présence sur le marché de grands acteurs tels que *BT*, et ne conduirait donc pas à une hausse de prix

ou une baisse de la qualité des services. La transaction valorise O2 à 12,7 Md£ et *Virgin Media* à 18,7 Md£ ; les synergies entre les deux opérateurs sont estimées à 6,2 Md£.

📍 Nouvelles technologies

1 Rapport : [The Citizens' Biometrics Council, Ada Lovelace Institute, Mars 2021](#)

L'*Ada Lovelace Institute*, centre de recherche spécialisé dans l'utilisation éthique des technologies d'intelligence artificielle, a mené en 2020 des travaux au sein d'un « conseil de citoyens sur les technologies biométriques ». Composé de 50 membres de la société civile, il avait pour objectif d'établir des recommandations sur l'usage de technologies utilisant des données biométriques, telles que la reconnaissance faciale ou les empreintes digitales numériques. Le rapport appelle le gouvernement à adopter une législation complète régissant les usages de la biométrie, de mettre en place un organisme de surveillance indépendant et de veiller à la mise en œuvre de normes minimales de conception et de déploiement de ces nouvelles technologies. Les recommandations portent également sur l'amélioration de la sécurité des données biométriques et la nécessité d'augmenter la précision des technologies biométriques, avec un seuil d'au moins 99 % pour les utilisations policières et de 95 % pour les autres utilisations.

📍 Ecosystème tech

1 La licorne britannique [Darktrace](#) prévoit de s'introduire à la Bourse de Londres

La société de cyber-sécurité [Darktrace](#), spécialisée dans la protection des réseaux d'entreprise, a annoncé sa volonté de s'introduire sur le *London Stock Exchange* (LSE) pour un montant de 3 Md£. Malgré la récente introduction de *Deliveroo*, qualifiée « pire IPO de la bourse de Londres », la directrice générale de la licorne, Poppy Gustafsson, a indiqué que le LSE était son « choix naturel ». Si l'entreprise possède un double siège social à Cambridge et à San Francisco, son équipe de management se situe majoritairement au Royaume-Uni. De plus, la DG souhaite rester proche de l'écosystème britannique, compte tenu de son expertise en matière de cyber-sécurité et d'intelligence artificielle.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 5 et 18 avril 2021 :

- [Clim8Invest](#), *FinTech* (plateforme d'investissement responsable) : [Seed, 8 M\\$](#)
- [Fintern](#), *FinTech* (plateforme d'octroi de prêts) : [Seed, 32 M£](#)
- [Cado Security](#), *Cyber* (logiciel dans le cloud de réponse aux incidents de cyber-sécurité) : [Série A, 10 M\\$](#)
- [Oxford Endovascluar](#), *HealthTech* (traitements des anévrismes cérébraux) : [Série A, 10 M\\$](#)
- [Hack the Box](#), *Cyber* (formation cyber) : [Série A, 10,6 M\\$](#)
- [Bloom Procurement Services](#), *Consulting* (plate-forme d'achat et de gestion de services professionnels) : [Série A, 14 M£](#)
- [Alchemab Therapeutics](#), *BioTech* (traitements par anti-corps) : [Série A, 60 M£](#)
- [Tripledote Studios](#), *Gaming* (studio de jeux mobiles) : [Série A, 78 M\\$](#)
- [Zedsen](#), *BioTech* (fabrication de biocapteurs) : [Série B, 12 M\\$](#)
- [Oxbotica](#), *AI* (logiciels destinés aux véhicules autonomes) : [Série B, 13,8 M\\$](#)
- [MPB](#), *E-commerce* (marché en ligne d'appareils photo d'occasion) : [Série D, 69 M\\$](#)
- [TrueLayer](#), *FinTech* (plate-forme de création d'applications financières) : [Série D, 70 M\\$](#)
- [AND Digital](#), *EdTech* (accompagnement d'entreprises dans le développement de compétences numériques) : [Venture Round, 8 M£](#)
- [Pots & Co](#), *Food* (fabricant de desserts) : [Venture Round, 20 M\\$](#)
- [Atom Bank](#), *FinTech* (application bancaire mobile) : [Venture Round, 40 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international